

INFORMATION BULLETIN

SUPPLEMENTARY RETIREMENT BENEFITS (SRB)
PART III OF THE CANADIAN FORCES SUPERANNUATION ACT (CFSA)

1. Part III of the CFSA provides for increases to annuities and annual allowances payable under the CFSA to:

- a. all widows and children in receipt of an annual allowance, regardless of age;
- b. annuitants who are under 60 years of age and were released from the Canadian Forces due to disability;

(Note: Those annuitants who were released under Item 3(b), qualify for the increase only if they were released on or after 1 April 1991. Those released prior to 1 April 1991 are not automatically entitled to the increase and must qualify under paragraph 1(c) or 1(d) below.)

- c. persons who are under 60 years of age and since retirement have become disabled to the extent that they are incapable of regularly pursuing any substantially gainful occupation;

- d. persons whose number of complete years of pensionable service when added to their age totals 85 commencing at:

- (i) age 55, if pension is based on 30 or more years of pensionable service,
- (ii) age 56, if pension is based on not less than 29 years of pensionable service,
- (iii) age 57, if pension is based on not less than 28 years of pensionable service,
- (iv) age 58, if pension is based on not less than 27 years of pensionable service,
- (v) age 59, if pension is based on not less than 26 years of pensionable service,
- (vi) age 60, if pension is based on less than 26 full years of pensionable service.

2. Except for persons who qualify under 1(c) above, or who are eligible under 1(d) above on the date of retirement, escalation of annuities and pensions takes place automatically effective the first day of the month in which they become eligible.

3. Annuities and pensions of persons eligible under 1(d) above on date of retirement will be escalated automatically on 1 January of the year immediately following the year of release.

4. Pensioners who consider themselves to qualify under paragraph 1(c) above, may request consideration of their situation by writing to National Defence Headquarters, Ottawa, Ontario, K1A 0K2, Attention: Director Canadian Forces Pensions Services (8).

5. On 22 June 1982, Part III of the CFSA was amended to provide for the pro-rating of the first cost of living increase authorized following termination of a member's service, where an immediate annuity or survivors benefit is awarded.

6. The first indexing adjustment authorized in respect of those persons who became entitled to a benefit after 21 June 1982, will be pro-rated to reflect the number of full months remaining in the year after the month in which the first annuity payment commenced. For example, if entitled to indexing on 1 January 2016 and released 25 June 2002, the amount of indexing applicable with respect to 2002 would be 6/12ths of 1.6 per cent (indexing factor) and the balance of indexing applicable would be based on the retirement year of 2003, 25.5 per cent. The rate of the annual increase (indexation) for 2016 is 1.3%.

Note: SRB increases to CFSA annuities and DSPCA pensions are based on the average increase to the Consumer Price Index for the twelve month period ending 30 September each year. The increase established 30 September is payable effective 1 January of the following year to those eligible.

General Pension Inquiries
National Defence Headquarters
Director Canadian Forces
Pensions Services
Toll Free 1-800-267-0325
Local Calls 613-971-6012

Cheque/Deduction Inquiries/
Change of Address
Public Works and Government
Services Canada
Toll Free 1-800-267-0350
Local Calls 613-952-9933

Internet: <http://www.forces.gc.ca/en/caf-community-pension/index.page>

BULLETIN D'INFORMATION

PRESTATIONS DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRES (PRS) PARTIE III DE LA LOI SUR LA PRESTATION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES (LPRFC)

1. Partie III de la LPRFC prévoit l'augmentation des pensions et des allocations annuelles versées en vertu de la LPRFC aux personnes suivantes:

- a. tous les conjoints survivants et les enfants qui touchent une allocation annuelle, peu importe leur âge;
- b. les pensionnés qui ont moins de 60 ans et qui ont été libérées des Forces canadiennes pour cause d'invalidité;
(Note: Les personnes qui ont été libérées en vertu de l'article 3(b) qualifient pour l'indexation seulement si elles ont été libérées le 1^{er} avril 1991 ou après. Celles qui ont été libérées avant le 1^{er} avril 1991 n'ont pas droit à l'indexation automatique et doivent qualifier en vertu des paragraphes 1(c) ou 1(d) ci-dessous.)
- c. les personnes âgées de moins de 60 ans qui, depuis leur retraite, souffrent d'incapacité physique au point de ne pouvoir s'adonner régulièrement à une occupation rémunératrice;
- d. les personnes dont le nombre d'années complètes de service ouvrant droit à une pension lorsque ajoutées à leur âge totalisent 85, à partir de :
 - (i) l'âge de 55 ans, si la pension est accordée en fonction de 30 ans ou plus de service ouvrant droit à la pension,
 - (ii) l'âge de 56 ans, si la pension est accordée en fonction d'au moins 29 ans de service ouvrant droit à la pension,
 - (iii) l'âge de 57 ans, si la pension est accordée en fonction d'au moins 28 ans de service ouvrant droit à la pension,
 - (iv) l'âge de 58 ans, si la pension est accordée en fonction d'au moins 27 ans de service ouvrant droit à la pension,
 - (v) l'âge de 59 ans, si la pension est accordée en fonction d'au moins 26 ans de service ouvrant droit à la pension,
 - (vi) l'âge de 60 ans, si la pension est accordée en fonction de moins de 26 ans de service ouvrant droit à la pension.

2. À l'exception des personnes qui qualifient en vertu du paragraphe 1(c) mentionné ci-dessus, où celles qui sont éligible en vertu du paragraphe 1(d) ci-dessus au moment de la libération, l'augmentation de la pension prend place automatiquement à partir de la première journée du mois dans lequel elles deviennent éligibles.

3. Les personnes qui sont éligibles en vertu du paragraphe 1(d) mentionné ci-dessus au moment de la libération, verront leur pension être augmentée automatiquement le 1^{er} janvier de l'année suivant immédiatement l'année dans laquelle elles ont été libérées.

4. Les pensionnés qui se considèrent éligible en vertu du paragraphe 1(c) mentionné ci-dessus, peuvent avoir leur situation médicale révisée en écrivant au Quartier général de la Défense nationale, Ottawa (Ontario), K1A 0K2, à l'attention du Directeur Services des pensions des Forces canadiennes (8).

5. Le 22 juin 1982, la Partie III de la LPRFC a été modifiée afin de prévoir le calcul au prorata, la première augmentation du coût de la vie autorisée à la suite de la fin de service d'un militaire, lorsque l'on a accordé une pension à jouissance immédiate ou une rente de survivant.

6. Le premier rajustement en fonction du coût de la vie autorisé à l'égard des personnes qui sont devenues admissibles à recevoir une pension après le 21 juin 1982, sera calculée au prorata pour tenir compte du nombre complet de mois restants dans l'année après le mois au cours auquel le premier versement de la pension a été effectué. Par exemple, une personne qui aurait droit au rajustement en fonction du coût de la vie le 1^{er} janvier 2016 et qui était libérée le 25 juin 2002, le montant de rajustement applicable pour l'année 2002 serait de 6/12^{ième} de 1.6% (facteur de rajustement) et la balance du rajustement applicable serait basée sur l'année 2003, soit 25.5%. Le taux de l'augmentation annuelle pour l'année 2016 est de 1.3%.

Note : Les augmentations au coût de la vie en vertu de la PRS des pensions en vertu de la LPRFC et de la LCPSD sont basées sur l'augmentation moyenne à l'indice du prix au consommateur pour les derniers douze mois se terminant le 30 septembre chaque année. L'augmentation déterminée le 30 septembre est payable à partir du 1^{er} janvier de l'année suivante aux personnes qui y ont droit.

Demande de renseignements généraux
Quartier Général de la Défense nationale
Directeur Services des pensions des
Forces canadiennes
Sans frais 1-800-267-0325
Local (613) 971-6012

Renseignements chèque et déductions
Changement d'adresse
Travaux Publics et Services gouvernementaux
Canada
Sans frais 1-800-267-0350
Local (613) 952-9933

Internet: <http://www.forces.gc.ca/fr/communaute-fac-pension/indexe.page>